



La Commune



Poutine annexe la Crimée avec la complicité des « occidentaux »

2è partie | Revue La Commune : Chronique hebdo, dossier Ukraine, 2è partie, Jeudi 20 mars 2014

Les derniers développements de la situation politique en Ukraine sont marqués comme on l'avait prévu lors de notre chronique précédente par l'annexion pure et simple de la Crimée, péninsule séparant la mer d'Azov et la mer Noire et l'Ukraine de la Russie. Avec 16 000 soldats, des chars, du matériel de guerre pour appuyer une parodie de référendum sur fond de bruits de bottes ce 16 mars.

Un peu d'histoire

Avant de démonter les arguties de Poutine et le jeu des " occidentaux ", il faut rappeler quelques données historiques : la Crimée a été un territoire qui a changé plusieurs fois de mains au cours des siècles et fut même au 16è siècle un khanat tatar indépendant qui vainquit l'Empire russe temporairement. Comme le reste de l'Ukraine, elle fut sous influence polonaise puis russe. Elle devint russe en 1654 après la énième défaite polonaise et le resta, y compris sous l'URSS jusqu'en 1954 (exception en 1919-1920 avec l'éphémère République d'Ukraine occupée par l'armée blanche) et à cette date Khrouchtchev, lui-même ukrainien, la reversa à la république soviétique d'Ukraine, "cadeau" pour le 300è anniversaire de son annexion par le tsar de Russie. La Crimée est peuplée à 60% de Russes, 25% d'Ukrainiens, 12% de Tatars (musulmans) et 3% de divers (Arméniens, Biélorusses...). Elle a 2 millions d'habitants, tend à perdre de la population, se trouve plus pauvre que la moyenne des régions d'Ukraine, en dépit de ses stations thermales et balnéaires dont la plus connue est Yalta.

Ex-Côte d'Azur pour bureaucrates et "ouvriers méritants", elle dispose de ressources agricoles (vignes surtout) et minières. Dans les projets de l'ex-gouvernement ukrainien, l'accent devait être mis sur le secteur tertiaire. En 1992, peu après l'indépendance de l'Ukraine, Moscou et Kiev signèrent un accord donnant un statut particulier au port de Sébastopol, situé au sud-ouest de la péninsule. Cette ville n'est pas administrée par des élus mais par un représentant nommé par le gouvernement. La ville est un peu dans la situation de Guantanamo à Cuba. Une base russe en territoire ukrainien même si la ville est ukrainienne. Cette base a un bail de 50 ans qui expire en 2042. A partir de là, quels sont les derniers développements de la situation politique ?

" De quoi Poutine est-il le nom ? "

La révolution, car c'en est une, n'en déplaise au Général "Mélenchon-Boulangier", populiste néo-stalinien, a jeté les clients de Poutine hors de leur citadelle. Les masses de la place Maïdan n'ont pas obtempéré aux tractations occidentales qui donnaient un sursis à Ianoukovitch jusqu'en décembre. Le gouvernement provisoire contient surtout des partisans de l'affairiste libérale Ioula Timochenko, quelques membres du parti ouïdar (Vitali Klitschko, le boxeur) et quelques partisans du parti Svoboda, ce qui fait dire aux sbires de Poutine que "Kiev est aux mains des fascistes". Caricature qui a pour fonction d'amalgamer, et les héritiers du KGB sont spécialistes des amalgames, le mouvement des masses et des tentatives de récupération de l'extrême droite.

Ce n'est pas la première fois. En 1991, quand la Croatie a proclamé son indépendance, les Tchétchiks serbes hurlaient au "fascisme oustachi". Cette manière dont le Kremlin depuis Staline prétend être le dépositaire exclusif des actes de résistance serait risible s'il n'y avait, cachés derrière cette posture, les crimes tels que les procès de Moscou, le pacte germano-soviétique d'août 1939, l'assassinat d'Andrés Nin pendant la guerre en Espagne par le Guépéou, l'exécution des trotskistes pendant la Résistance française, tel Pietro Blasco par les agents de Staline, et tant d'autres turpitudes et crimes visant à éliminer tout représentant du mouvement ouvrier indépendant.

Aujourd'hui, pour parodier le stalinien Badiou, "**de quoi Poutine est-il le nom ?**". **De la restauration capitaliste, des héritiers de la fraction Boutenko qui voulait que Staline rétablisse l'économie capitaliste, des méthodes du Guépéou appliquées dans un pays où les conquêtes d'Octobre ne sont plus qu'un souvenir.** Un sinistre aventurier du KGB qui surfe sur le pillage du bien collectif de l'ex-URSS dilapidée par ceux que le cinéaste Pavel Loungine appelle "les Nouveaux Russes". Et Poutine se pare du bouclier du chevalier blanc visant à protéger les Russes en Ukraine. Que craignent ces derniers ? D'être victimes d'une oppression nationale dans une contrée, la Crimée, où ils sont majoritaires ? Ou d'être discriminés dans le Donbass où ils forment au moins la moitié du prolétariat des mines et de la sidérurgie ? La manipulation idéologique bat son plein.

La Crimée fait partie de l'Ukraine

Alors qu'un mouvement de masse d'une ampleur inégalée en Europe depuis vingt ans balance le dictateur de Monoprix Ianoukovitch, Mélenchon agite son chiffon derrière celui de Poutine pour désigner le quatrième type au fond à droite de la deuxième rangée de manifestants en hurlant au danger fasciste. Mais l'influence des groupuscules d'extrême-droite n'ira pas loin si le prolétariat ukrainien s'organise sur des bases de classe et non de nationalités. Mais un regroupement sur une base de classe ne signifie aucunement un rejet de l'indépendance et de l'émancipation vis-à-vis du pseudo tuteur du Kremlin. Or, ni Poutine, ni Timochenko et consort n'entendent défendre les acquis sociaux des travailleurs d'Ukraine, bien au contraire. Et si une avant-garde existe en Ukraine, c'est autour de mots d'ordre **associant la défense des acquis et les rejets des projets occidentaux de fermeture de mines et d'usines**, de "potions douloureuses" pour parler comme les journalistes français qui, eux, n'ont pas à l'avalier **mais aussi de toute prétention russe à vouloir dicter ses conditions et son chantage au peuple ukrainien**.

Le massacre de 193 000 Tatars par Staline

La Crimée fait partie de l'Ukraine; comme dans tout le pays, le niveau de vie est quatre fois plus faible qu'en Russie, mais quel besoin auraient les habitants de vivre sous le joug de Poutine à l'heure où une révolution desserre l'étreinte des oppresseurs ? Et que deviendraient les Tatars, massivement exécutés sous Staline (193 000 morts) et persécutés sous Brejnev ? **La vieille haine unissant les poutinistes et l'Eglise orthodoxe contre les musulmans**, comme on l'a vu en Tchétchénie, s'exercerait sans frein sur des hommes et des femmes qui n'ont pu revenir sur leur terre qu'il y a 40 ans. Il n'est nul besoin d'organiser un "référendum-pipeau" remettant en cause le fait acquis depuis toujours : la Crimée, même avec une majorité russe est en Ukraine et les "criméens" n'ont nul besoin d'être placés sous la botte de Poutine qui vient de faire enfermer à Moscou les manifestants russes favorables à la révolution ukrainienne.

Des " mesures de rétorsion " qui font rire dans les couloirs du Kremlin

Chacun sait que ni Obama - Hollande - Merkel ni Poutine n'iront jusqu'à une guerre aux conséquences incalculables. Les premiers ont besoin du second pour la "stabilité" de l'Europe orientale, et Poutine a tout à craindre de la Révolution ukrainienne car elle est aux portes de sa "datcha". Et ce qui unit par-dessus tout Poutine avec les " occidentaux ", c'est la peur commune des masses et du prolétariat. Les mesures de rétorsion prises dernièrement par Obama et autres Merkel-Hollande font rire à gorge déployée Poutine et ses amis dans les couloirs du Kremlin. Tout cela est du pur théâtre. **Quant à l'histrion Mélenchon, celui qui prend les travailleurs bretons pour des demeurés et les Ukrainiens pour des fascistes**, il joue sa petite partition crypto-stalinienne avec l'entrain que lui offre la scène médiatique. Ajoutons qu'on peut s'interroger sur sa santé mentale, lui qui vient de déclarer : *"Je ne m'appartiens plus, ni à aucun parti, (...) Je suis une butte témoin, un patrimoine commun, cette irréductible volonté d'indépendance politique que nous incarnons..."* !!! **Et pourquoi pas le Petit père des peuples ?**
<http://www.lefigaro.fr/politique/2014/03/16/01002-20140316ARTFIG00203-melenchon-denonceles-lois-sclerates-de-hollande.php>

Quant à la direction du NPA, qu'attend-elle pour **appeler un chat un chat et une révolution une révolution ?** Qu'attend-elle pour dire clairement qu'elle n'envisage aucune alliance avec le populiste poutinien du PG ? Qu'attend-elle pour dire haut et fort :

POUTINE : BAS LES PATTES DEVANT LE PEUPLE UKRAINIEN, Y COMPRIS EN CRIMEE !!

TROUPES RUSSES, HORS DE CRIMEE ET DU DONBASS !

**Paul Rauschert (93) ; Jean-Paul Cros, (34, commission de médiation) ; Pedro Carrasquedo, (CPN 64, Pays Basque) ; Francis Charpentier (Pays Basque, 64) ; Daniel Petri, (13e,) Wladimir Susanj, (CPN 75) ; Isabelle Foucher (Paris-Centre)
(Membres du courant Anticapitalisme et Révolution dans le NPA)
20 mars 2014**

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>